



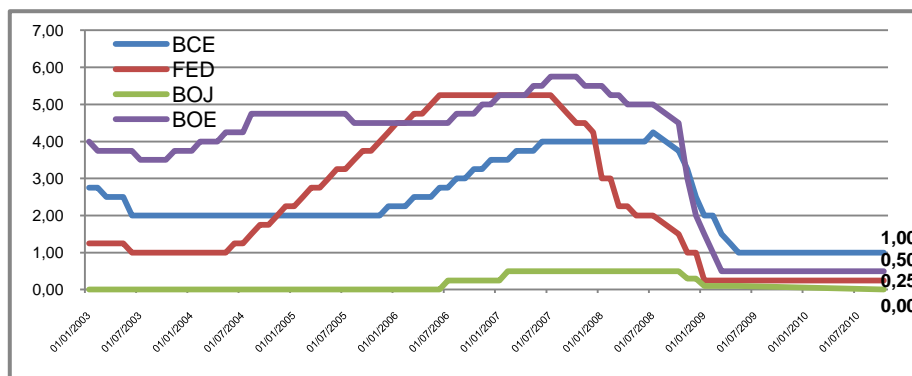
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 13 janvier 2011 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que «les données économiques récentes vont dans le sens d'une dynamique de fond positive de l'activité économique, malgré la persistance d'une forte incertitude et les tensions inflationnistes devraient demeurer contenues à moyen terme».

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 14 décembre 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité a décidé de poursuivre le programme de rachat d'actifs pour un montant de 600 millions de dollars. Dans son communiqué, la Fed observe que le rétablissement de l'économie américaine se poursuit mais à un rythme insuffisant pour réduire le chômage. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 2,6 % en rythme annuel au troisième trimestre 2010 contre 2,5 % en seconde estimation.



### PIB

#### Ralentissement de la croissance du PIB en Europe et en France au troisième trimestre 2010

Selon les secondes estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,3 % et de 0,5 % au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au troisième trimestre 2009, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,9 % dans la zone euro et de 2,2 % dans l'UE27.

Selon les résultats détaillés des comptes nationaux publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,3 % au troisième trimestre 2010 après 0,6 % au deuxième trimestre.

### Chômage

#### Légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 698 100 fin novembre 2010, soit une hausse de 0,8 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 21 300 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 2 % (+ 0,4 % pour les hommes et + 3,9 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A de 15,4 %.

#### Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en novembre 2010, inchangé par rapport à octobre. Il était de 9,9 % en novembre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % novembre 2010. Il était de 9,4 % en novembre 2009.

## Inflation

### Légère hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en novembre 2010 ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,7 %.

### Hausse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en décembre 2010. Il était de 1,9 % en novembre.

## Asie/Pacifique

### La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 décembre 2010 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. En novembre 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 1 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,5 % sur un an en novembre. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,4 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est estimé à 5 % contre 5,1 % en octobre. En novembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 9,1 % et de 14,2 % en glissement annuel et l'excédent commercial a chuté de 55,4 % en glissement annuel à 1,47 milliard d'euros.

### La Banque centrale de Chine relève à nouveau ses taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé le 25 décembre 2010 les taux d'emprunt et de dépôts sur un an de 25 points de base pour les porter respectivement à 5,81 % et 2,75 % afin de lutter contre l'inflation. En novembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,3 % en glissement annuel contre 13,1 % en octobre. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,2 % sur les onze premiers mois de l'année. En novembre, le taux d'inflation est estimé à 5,1 %. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 22,9 milliards de dollars.

## Informations bancaires

### Nouvelles plaquettes tarifaires

En 2011, les banques mettront à la disposition de leurs clients une nouvelle génération de plaquettes tarifaires comprenant un sommaire-type commun à l'ensemble de la profession et un extrait standardisé des tarifs de 10 produits ou services courants. Ces nouvelles présentations des plaquettes tarifaires résultent de l'engagement pris dans le cadre du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) par les représentants des banques françaises le 21 septembre 2010 afin de renforcer la transparence des tarifs bancaires.

Cet engagement s'est traduit par une norme professionnelle de la Fédération bancaire française (FBF) de présentation de ces plaquettes tarifaires. Selon cette norme, l'extrait standardisé comprend les tarifs des services suivants :

- l'abonnement permettant de gérer ses comptes sur l'Internet,
- le produit offrant des alertes sur la situation du compte par SMS,
- la carte de paiement internationale à débit immédiat,
- la carte de paiement à débit différé,
- la carte de paiement à autorisation systématique,
- le retrait en euros d'un distributeur automatique de billets d'un autre établissement de la zone euro avec une carte de paiement internationale,
- le virement SEPA occasionnel externe de la zone euro,
- les frais de prélèvement,
- la commission d'intervention,
- l'assurance perte ou vol de moyens de paiement

Cette norme s'appliquera aux plaquettes dont les tarifs entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2011.

## Publications au Journal Officiel de la République

### Réforme du crédit à la consommation

1 - Le décret n° 2010-1462 du 30 novembre 2010 fixant les seuils nécessaires à l'application des articles 6 et 11 de la loi 2010-737 du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation a été publié au J.O du 2 décembre 2010.

Le décret fixe :

- un seuil de 1 000 euros à partir duquel les vendeurs en magasin auront l'obligation de proposer aux consommateurs le choix entre crédit amortissable et crédit renouvelable ;
- un montant de 3 000 euros à partir duquel des justificatifs devront être produits par l'emprunteur pour remplir la fiche de dialogue comprenant des informations relatives à l'endettement et au revenu du consommateur ;
- le montant de remboursement anticipé à partir duquel des indemnités de remboursement anticipé peuvent être réclamés par le prêteur à l'emprunteur ; le décret fixe ce montant à 10 000 euros sur douze mois.

2 - L'arrêté du 30 novembre 2010, publié au J.O du 2 décembre 2010, plafonne à 80 euros le montant des cadeaux offerts lors de la souscription d'un crédit à la consommation.

Ces mesures entreront en application le 1<sup>er</sup> mai 2011.

## Elargissement de la zone euro

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, l'Estonie est devenue le 17<sup>ème</sup> pays membre à rejoindre la zone euro.

## Publications

### 1 - Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

Le rapport d'activité 2009-2010 du CCSF est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-ccsf-09-10.htm>

### 2 – Banque de France

- *La médiation du crédit*, Christian Liebert, Direction générale des Activités fiduciaires et de place
- *La loi sur le crédit à la consommation : la protection de la clientèle au cœur de la prévention et du contrôle bancaire et assurantiel*, Cécile Sellier, Secrétariat général de l'Autorité de contrôle prudentiel
- *Le dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers : les principaux effets de la loi Lagarde*, Mark Béguery, Direction de la Surveillance des relations entre les particuliers et la sphère financière.

Ces articles, publiés dans le Bulletin de la Banque de France n° 182, sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/fr/publications/bulletin/bul182.htm>

## 2 – Actualité régionale

---

### Partenariat entre Virgin Blue et Air New Zeland

La Commission Australienne de contrôle de la concurrence (ACCC) et le ministre des transports néo-zélandais ont signé une nouvelle alliance entre les deux compagnies aériennes Virgin Blue et Air New Zeland sur les dessertes aériennes reliant ces deux pays. Les partenaires s'engagent à augmenter leur capacité tout en vendant les billets à moindre prix pour assurer un taux de remplissage économiquement viable. Les voyageurs pourront bénéficier d'un éventail plus large d'options et d'heures de départs à des tarifs compétitifs. Toutefois, le ministre des transports néo-zélandais, Steven Joyce exige des deux compagnies aériennes un compte rendu de la mise en œuvre de cette alliance tous les semestres.

### Lancement du prêt à taux zéro en Nouvelle Calédonie

Le prêt à taux zéro (PTZ) entrera en vigueur en Nouvelle-Calédonie le 1<sup>er</sup> février 2011, à la suite de la signature d'une convention passée entre le gouvernement de la Nouvelle Calédonie et quatre organismes bancaires (BCI, BNC, BNP, et SG). Le système du PTZ est destiné à aider les classes moyennes, les jeunes ménages, les familles monoparentales, pour lesquelles l'accès à la propriété est de plus en plus difficile, du fait de l'explosion des prix du foncier et des coûts de construction. Le montant du PTZ varie en fonction de la composition familiale, le plafond est évalué à 15 millions de F CPF pour une famille dont les revenus annuels n'excèdent pas 3,24 millions de francs pacifique. Les intérêts du prêt sont pris en charge par le gouvernement de la Nouvelle Calédonie via un crédit d'impôt dont bénéficieront les établissements financiers.

### Niue : une réorientation possible de l'aide néo-zélandaise ?

Niue, petit Etat océanien insulaire de 260 kilomètres carrés, en libre association avec la Nouvelle-Zélande depuis 1974, est confronté depuis plusieurs dizaines d'années à l'exode massif de sa population qui part s'installer principalement en Nouvelle Zélande. Un récent rapport parlementaire néo-zélandais s'interroge sur la viabilité autant économique qu'institutionnelle de l'île, qui compte à l'heure actuelle moins de douze cents personnes. La population niuéenne vivant à l'étranger est estimée à environ 20 000 personnes. L'économie de l'île dépend totalement de l'aide néo-zélandaise qui représente 21 millions de dollars par an en aide directe au développement, soit 18 000 dollars par habitant recensé, sans aucune véritable retombée au niveau économique. Aussi, la commission parlementaire sur les affaires étrangères préconise que l'aide néo-zélandaise soit utilisée davantage afin de stimuler le secteur privé, pour lui permettre d'atteindre une taille critique. Une piste possible serait d'attirer un opérateur de villages de retraités, qui amèneraient une masse monétaire régulière contribuant à créer des emplois stables ainsi que des entreprises de biens et de services.

## 3 – Brèves locales

---

### Travaux de protection du littoral

Des travaux de réhabilitation et consolidation en bordure du littoral ont débuté en novembre dernier avec le village de Liku à Wallis par la réalisation d'une digue de 500 mètres. Des opérations du même type se poursuivent dans le village de Falaleu et de Toloke à Futuna. Leur objectif est de protéger les populations habitant au bord de mer contre la montée des eaux (et particulièrement en cas d'événements majeurs) et de freiner l'érosion de la côte, qui s'est accélérée principalement suite aux prélèvements de sable importants et des différents aménagements anarchiques du littoral qui ont modifié les courants marins. Inscrits dans le dernier contrat de développement 2007/2011 sur des budgets du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable, des Transports et Logement, les travaux de protection du littoral sont supervisés par le service Territorial de l'Environnement qui travaille en étroite collaboration avec les chefs de village. Les montants déjà engagés au titre de ce programme

s'élèvent à 230 000 €. Des travaux sont prévus tout au long de l'année 2011 sur d'autres sites, à Wallis comme à Futuna, en fonction du niveau de dégradation du trait de cote.

### Aides financières pour les sinistrés du cyclone Tomas à Futuna

En vertu de l'arrêté n°2010-240 du 15 novembre 2010, portant attribution d'une aide aux particuliers ayant subi des dommages immobiliers lors du cyclone Tomas en mars dernier, le Payeur du Territoire et 2 de ses agents se sont récemment déplacés à Futuna pour le versement de cette aide. Les critères de sélection des bénéficiaires ont été définis par la commission d'aide aux particuliers, les versements ont été faits soit par virement bancaire, soit en numéraire pour les personnes ne possédant pas de compte bancaire sur présentation d'un justificatif d'identité. Cette aide de l'Etat représente un montant 240 millions de F CFP.

### L'activité de l'ADIE à Wallis-et-Futuna depuis son installation

Implantée à Wallis-et-Futuna depuis novembre 2009, le bureau de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a accordé en 13 mois d'activité 62 microcrédits pour un montant total de 20,4 millions de F CFP. Les trois quart des bénéficiaires appartiennent au secteur de l'agriculture, de la pêche ou de l'artisanat. L'ADIE propose par ailleurs des services d'accompagnement, dont ont pu bénéficier 70 % de ses clients, sous la forme de formations collectives et d'accompagnement individuel. Pour 2011, l'ADIE prévoit une montée en charge de son activité avec l'octroi d'une centaine de microcrédits environ.

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>		3eT 2010	104,5	-	3,4%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>		avr-10	82 206	3%	3%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>		juin-10	2 007	-	-1%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	déc-10	566	-12%	59,7%
	cumulées	déc-10	5 737	-	22,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-10	119	8%	68%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	déc-10	976	-	13,4%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	déc-10	364	-	-1,2%
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			<b>Données brutes</b>	<b>▲ / mois</b>	<b>▲ / an</b>
<b>Energie</b>					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		3eT 2010	4 707	-	-6,8%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-10	685	-1%	5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-10	185	10%	10%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-10	2 981	25%	-3%
	cumulé	déc-10	28 654	-	16,5%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-10	1 417	31%	-1,5%
	cumulé	déc-10	13 191	-	-0,9%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-10	4	-20%	-20%
	cumulées	déc-10	51	-	-13,6%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		déc-10	14	17%	56%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et baisse sur l'année

en millions de F CFP	nov-09	oct-10	nov-10	▲ / mois	▲ / an n
Circulation fiduciaire	1 929	2 011	1 989	-1,1%	3,1%
Dépôts à vue	3 399	2 939	3 337	13,5%	-1,8%
<b>Total M1</b>	<b>5 328</b>	<b>4 950</b>	<b>5 326</b>	<b>7,6%</b>	<b>0%</b>
M2-M1	647	547	571	4,4%	-11,7%
<b>Total M3</b>	<b>6 640</b>	<b>6 014</b>	<b>6 413</b>	<b>6,63%</b>	<b>-3,4%</b>

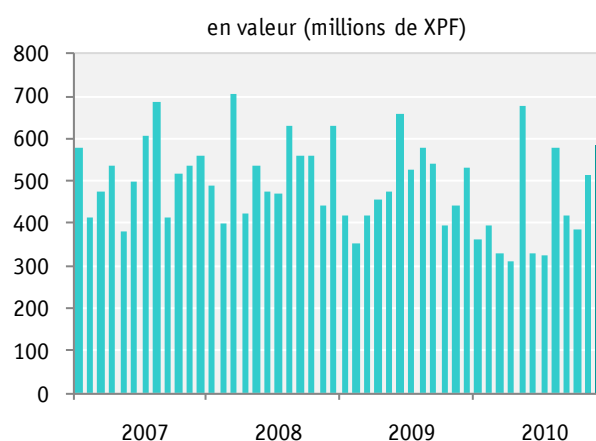
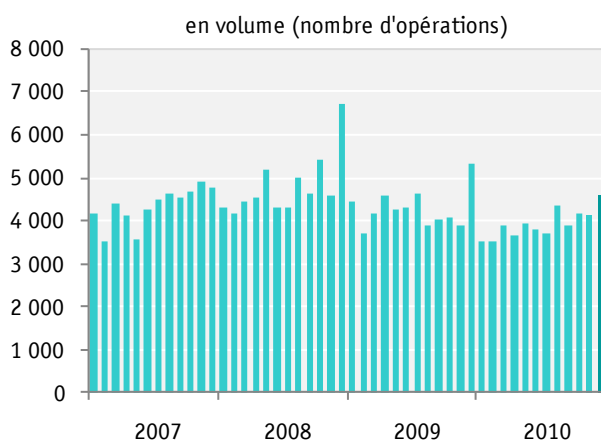
## Concours à caractère bancaire

Poursuite de la baisse des concours bancaires

en millions de F CFP	sept-08	sept-09	sept-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	1 000	995	826	-0,5%	-17%
Crédits à l'équipement	1 714	1 503	1 332	-12,3%	-11,4%
Crédits à l'habitat	656	507	374	-22,7%	-26,2%
Autres crédits	400	378	456	-5,6%	20,5%
Sous total	3 771	3 383	2 987	-10,3%	-11,7%
Créances douteuses brutes	707	763	777	7,9%	1,9%
<b>Total</b>	<b>4 478</b>	<b>4 146</b>	<b>3 764</b>	<b>-7,4%</b>	<b>-9,2%</b>

Poursuite de la hausse des opérations de compensation

	déc-09	nov-10	déc-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	5 317	4 100	4 576	42 480	11,6%	-13,9%
Compensation (en millions de CFP)	532	512	582	4 625	13,8%	9,4%



## Incidents bancaires

Baisse générale des incidents de paiement par chèque

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	77	44	70	831	59,1%	-9,1%
Retraits de cartes bancaires	0	1	0	22	-100%	-

## Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>440</b>	<b>447</b>	<b>421</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-4,3%</b>
- dont personnes physiques	429	435	409	-6,0%	-5%
- dont personnes morales	11	12	12	0%	9%

## Cotation

Diminution continue du nombre d'entreprises éligibles sur l'année

en nombre	déc-09	nov-10	déc-10	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>52</b>	<b>40</b>	<b>38</b>	<b>-5%</b>	<b>-27%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	18	12	13	8%	-27,8%

## **6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)**

	date	2009	2010	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	sept	101,03	104,5	3%
<b>Entreprises</b>				
nombre d'entreprises	sept	700	625	-11%
créations	sept	13	11	-15%
fermetures	sept	5	75	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	140	137	-2%
importations de biens d'équipement (M XPF)	déc	670	774	16%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	déc	84	128	53%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	76	67	-12%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	juin	2 027	2007	-1%
dont secteur privé	juin	796	827	4%
dont secteur public	juin	1 231	1180	-4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> avril 2010	472	486,4	3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 278	5224	-1%
décision retrait cartes bancaires	déc	15	22	47%
incidents paiements sur chèques	déc	1 110	831	-25%
importations de produits alimentaires (M XPF)	déc	1 413	1 755	24%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	déc	683	724	6%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	déc	204	242,8	19%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	76	53	-30%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	déc	4 696	5737	22%
exportations	déc	-	-	-
recettes douanières	déc	1 273	1395	10%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	déc	861	976	13%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	déc	401	409	2%
<b>Indicateurs financiers</b>				
Dépôts à vue	nov	3 399	3 337	-2%
M1	nov	5 328	5 326	0%
M2	nov	5 975	5 897	-1%
Dépôts à terme	nov	665	516	-22%
M3	nov	6 640	6 413	-3%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	sept	1 510	1219	-19%
<i>dont crédits à la consommation</i>	sept	999	846	-15%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	sept	507	374	-26%
Entreprises	sept	1 387	1123	-19%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	sept	228	64	-72%
<i>dont crédits d'investissement</i>	sept	1 140	1 009	-11%
<i>dont crédits à la construction</i>	sept	0	0	-
Collectivités locales	sept	363	322	-11%
Autres agents et CCB non ventilés	sept	124	84	-32%
créances douteuses brutes	sept	763	777	2%
taux de créances douteuses	sept	18,4%	23%	+ 4,6 pt
ensemble des actifs financiers				
Ménages	sept	2 725	2 990	10%
Sociétés	sept	2 301	1 302	-43%
Autres agents	sept	4 075	4 850	19%
dont assurances-vie	sept	795	883	11%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPP, Aviation civile



# 7- Les taux

## TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

## TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,40% à 5,85% (Taux SFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

## TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

### taux d'intérêt en fin de mois

	31/12/2010	30/11/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,8170%	0,5390%	+ 0,278 pt	0,4100%	+ 0,407 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,7820%	0,8100%	- 0,028 pt	0,4530%	+ 0,329 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	1,0060%	1,0280%	- 0,022 pt	0,7000%	+ 0,306 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	1,2270%	1,2600%	- 0,033 pt	0,9940%	+ 0,233 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,5070%	1,5300%	- 0,023 pt	1,2480%	+ 0,259 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/12/2010	30/11/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,4902%	0,5777%	+ 0,239 pt	0,3476%	+ 0,469 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,8110%	0,8330%	- 0,022 pt	0,4790%	+ 0,332 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	1,0220%	1,0420%	- 0,020 pt	0,7120%	+ 0,310 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	1,2510%	1,2690%	- 0,018 pt	0,9950%	+ 0,256 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,5260%	1,5400%	- 0,014 pt	1,2420%	+ 0,284 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,5900%	3,2500%	+ 0,340 pt	3,7400%	- 0,150 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	3,3900%	3,0500%	+ 0,340 pt	3,5400%	- 0,150 pt	
TRBOSP	3,6500%	3,3700%	+ 0,280 pt	3,7600%	- 0,110 pt	

### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009	31/12/2010	30/11/2010	31/12/2009
taux JJ	0,230%	0,250%	0,145%	0,080%	0,140%	0,430%	0,490%	0,500%	0,465%
3 mois	0,476%	0,435%	0,375%	0,110%	0,350%	0,305%	0,820%	0,800%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,310%	2,790%	3,840%	1,120%	1,180%	nd	3,400%	3,240%	3,020%

## TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%
Prêts à taux fixe	5,51%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,97%
Prêts à taux variable	4,96%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,65%
Prêts relais	5,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,63%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,31%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	7,77%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%

## TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,3068	1 NZD/XPF	69,3789	1 HKD/XPF	11,4901	1 GBP/XPF	138,6369
100 JPY/XPF	1 AUD/XPF	90,8433	1 SGD/XPF	69,6380	100 VUV/XPF	93,8452	1 FJD/XPF	48,8964

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : R. COFFRE - Éditeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna HAVELU BP G5 - 98600 Wallis-et-Futuna - Dépôt légal : 01/11 - Achevé d'imprimer en janvier 2011- ISSN 1240 2818

Agence Wallis-et-Futuna

